



SOUS-PREFECTURE DE BRIOUDE

Bureau de la Réglementation
Bureau des Associations
4 rue du 14 Juillet - BP 50
43101 BRIOUDE CEDEX
Catherine GAUTHIER - Jean-Pierre LÉDIER
04-71-50-81-81

Le numéro W433002080
est à rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de MODIFICATION
de l'association n° W433002080

Ancienne référence
de l'association :
0433001121

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

La sous-préfète de Brioude

donne récépissé à Monsieur le Président
d'une déclaration en date du : 30 juin 2022
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

DIRIGEANTS

dans l'association dont le titre est :

ASSOCIATION COMMUNALE DE CHASSE AGREEE DU CHAMBON SUR LIGNON

dont le siège social est situé : 43400 Le Chambon-sur-Lignon

Décision(s) prise(s) le(s) : 12 juin 2022

Pièces fournies : Liste des dirigeants
Procès-verbal

La sous-préfète,
reçue par le secrétaire
général en charge du
pôle réglementation

C. Gautier
C. GAUTHIER

Brioude, le 06 juillet 2022

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5, 6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :
Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts.
Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.